

**ROYAUME DU MAROC**  
**HAUT COMMISSARIAT AU PLAN**

---

**BUDGET ECONOMIQUE**  
**EXPLORATOIRE 2006**

**Juillet 2005**

---

## SOMMAIRE

RESUME .....	- 1 -
1-L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	- 4 -
2-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2005 ET 2006.....	- 6 -
2.1- RAPPEL DE LA SITUATION ECONOMIQUE PREVISIBLE EN 2005 .....	- 6 -
2.2-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2006.....	- 7 -
2.2.1-LES HYPOTHESES SOUS TENDANT LES PREVISIONS .....	- 7 -
2.2.2-LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN 2006.....	- 8 -
2.2.3- LES COMPOSANTES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT .....	- 10 -
2.2.3.1- LA CONSOMMATION FINALE NATIONALE.....	- 10 -
2.2.3.2- L'INVESTISSEMENT BRUT .....	- 11 -
2.2.3.3- LE COMMERCE EXTERIEUR.....	- 11 -
2.2.3.4-LA CONTRIBUTION DES COMPOSANTES DU PIB A LA CROISSANCE .....	- 12 -
2.2.4- LE REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE.....	- 13 -
2.2.5-L'EPARGNE ET L'INVESTISSEMENT .....	- 13 -
ANNEXES.....	- 15 -

## RESUME

Comme chaque année, à la veille de la préparation de la Loi de Finances, le Haut Commissariat au Plan a élaboré le budget économique dit exploratoire pour l'année 2006. Celui-ci présente un cadre macroéconomique qui traite des perspectives de l'économie marocaine durant l'année à venir, compte tenu de la situation économique nationale observée en 2004 et de celle prévue en 2005 ainsi que de l'évolution attendue de l'économie internationale en 2005 et 2006.

Le scénario de croissance sous-tendant ce budget économique a été établi, comme le veut ce type d'exercice, sous un certain nombre d'hypothèses. Celles-ci se basent essentiellement sur la reconduction de la politique budgétaire menée en 2005, autrement dit, en supposant que les politiques fiscales en vigueur et celles annoncées en matière de dépenses de fonctionnement, de compensation et d'investissement restent inchangées et ce, afin de permettre aux décideurs de mieux cerner les mesures éventuelles à prendre, notamment dans le cadre de la Loi de Finances 2006, pour infléchir la situation projetée.

S'agissant de l'évolution de l'économie internationale, les perspectives ainsi établies tablent sur la consolidation de la croissance économique mondiale en 2006, notamment celle de la zone Euro, sur des cours du pétrole brut situés à près de 48,8 \$/baril en moyenne et sur une parité euro-dollar maintenue à 1,2.

Au plan intérieur, les hypothèses retenues sont basées sur la réalisation d'une campagne agricole 2005-2006 dégageant des récoltes moyennes, sur la consolidation des performances de l'activité touristique et sur le maintien du rythme de croissance des transferts des marocains résidants à l'étranger en 2006.

Dans ce contexte, la croissance réelle du Produit Intérieur Brut de l'économie nationale serait de 4,4% en 2006, au lieu de 1,2% prévue pour 2005.

Sur le plan sectoriel, la valeur ajoutée du secteur primaire s'accroîtrait d'environ 10% en termes réels et représenterait 13,5% du PIB au lieu de 12,8% en 2005. Parallèlement, les activités non agricoles marchandes (activités secondaires et services marchands) continueraient à dégager des résultats en amélioration, soit 4,6% en 2006 au lieu de 4,4% en 2005.

Le secteur secondaire (mines, énergie, industries et bâtiment et travaux publics) enregistrerait une croissance de 4,3% en 2006, contre une moyenne de 3,7% durant la période 2002-2005. Ce résultat devrait profiter du dynamisme des différentes composantes du secteur, en l'occurrence le bâtiment et travaux publics et les industries manufacturières (non compris les industries du textile pour lesquelles le contexte international est défavorable et appelle à une restructuration du secteur).

Pour ce qui est des services marchands, l'amélioration de leur valeur ajoutée serait de 4,3% au lieu de 4% prévu en 2005, sous l'effet de la performance des activités du tourisme, des télécommunications, des transports, du commerce ainsi que des activités financières.

Les perspectives favorables de 2006 seraient portées, essentiellement, par l'évolution prévisible de la demande finale nationale et de la demande finale des non résidents (touristes). En effet, la consommation finale nationale s'accroîtrait de 4,2% en termes réels, en raison notamment de l'augmentation de la consommation des ménages résidents de près de 5,1%, sous l'effet de l'amélioration prévisible de la campagne agricole et des performances des services marchands.

L'investissement brut, appréhendé à travers la formation brute de capital fixe et la variation des stocks, continuerait de s'inscrire dans sa tendance haussière, amorcée depuis quelques années sous l'effet des programmes entrepris en matière d'infrastructures économiques (routes, ports, habitat social, etc.), des actions de politique économique visant la promotion de

l'investissement et de la baisse tendancielle des droits de douane sur les importations des biens d'équipement. Compte tenu de ces éléments favorables, l'investissement brut serait en hausse de 6,6% en volume en 2006 et représenterait 27% du Produit Intérieur Brut au lieu de 26,5% en 2005.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services (y compris les dépenses des non résidents) afficheraient une amélioration de 5% en volume en 2006 en raison, principalement, de la consolidation des recettes provenant de l'activité touristique. Quant aux importations de biens et services (y compris les dépenses des touristes marocains à l'étranger), elles enregistreraient une croissance réelle supérieure à celle des exportations, soit de 6% en 2006. Le déficit en ressources connaîtrait, en conséquence, une légère aggravation en se situant à 8,6% du PIB en 2006 au lieu de 8,3% en 2005 et 6,2% en 2004.

Sur la base de ces données, l'évolution des agrégats de la demande finale, conjuguée à la consolidation des revenus nets en provenance du reste du monde, se traduirait par un excédent de financement au niveau du compte épargne-investissement représentant environ 0,2% du PIB en 2006, en légère baisse par rapport à celui attendu pour 2005, soit 0,4% du PIB.

Au terme de ces prévisions, il convient de rappeler que les perspectives présentées dans le budget économique exploratoire 2006 seront modifiées, comme à l'accoutumée, après l'adoption de la Loi de Finances relative à cette année. La révision de ces perspectives sera opérée dans le cadre de l'élaboration du budget économique prévisionnel 2006, qui sera publié avant la fin de l'année en cours, pour tenir compte des actions de politique économique qui seraient retenues dans cette Loi ainsi que des évolutions éventuelles que connaîtrait l'environnement économique national et international.

## 1-L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Après avoir atteint un niveau remarquable de 5,1% en 2004, la croissance économique mondiale<sup>1</sup> pourrait, se maintenir à un niveau légèrement en recul, soit 4,3% en 2005 et 4,4% en 2006. Cette croissance serait due à la vigueur de l'économie américaine et chinoise, au redémarrage de l'activité économique nipponne et à la reprise de la croissance dans la zone Euro.

En effet, La croissance de l'économie américaine devrait se poursuivre à un rythme plus modéré, s'inscrivant dans la ligne de sa tendance de long terme. Elle se stabiliserait à 3,6% en 2005 et 2006, profitant notamment de l'évolution favorable de la demande intérieure. L'économie japonaise, pour sa part, renouerait avec la croissance en 2006 prévue à 1,9% contre 0,8% en 2005.

Dans la zone euro, la croissance économique devrait passer de 1,6% en 2005 à 2,3% en 2006. Le revirement à la baisse de la parité euro-dollar renforcerait la compétitivité européenne et lui permettrait de tirer profit du dynamisme de l'économie mondiale.

En Asie, la Chine enregistrerait une légère baisse du rythme de sa croissance économique en s'établissant à 8% en 2006 contre 8,5% en 2005. Cependant, l'économie chinoise continuerait de soutenir la croissance dans cette zone, grâce notamment à son dynamisme dans le commerce international.

Les perspectives économiques en Afrique seraient marquées par une tendance à la hausse du rythme de croissance qui atteindrait 5,4% en 2006 au lieu de 5% en 2005. Les économies du Maghreb réaliseraient, globalement, une croissance de 4,2% et 4,7%, respectivement en 2005 et 2006.

Sur le plan des échanges internationaux, la reprise du commerce mondial observée en 2004, serait légèrement atténuée et son rythme avoisinerait 7,6% en

---

<sup>1</sup> World Economic Outlook avril-2005: Fonds Monétaire International

2006 au lieu de 7,4% en 2005 et 9,9% réalisée en 2004. L'Asie émergente, en particulier la Chine, constituerait le principal moteur de cette embellie des échanges internationaux.

La contribution de la zone Euro au développement du commerce international se renforcerait durant les années à venir en liaison, notamment avec l'amélioration de la croissance européenne. La consolidation de l'évolution du commerce mondial serait confortée par la modération de l'inflation au niveau international. Celle-ci, mesurée par l'indice des prix à la consommation, serait de 2% en 2005 et de 1,9% en 2006 dans les pays avancés. Au niveau des pays en développement, l'inflation poursuivrait sa tendance baissière en passant de 6% en 2003 et 5,7% en 2004 pour s'établir à 5,5% en 2005 et 4,6% en 2006.

Par ailleurs, il convient de souligner que durant le premier semestre de l'année en cours, de grands changements se sont manifestés sur la scène internationale. Les cours du pétrole brut ont repris la tendance à la hausse engendrée par la forte demande énergétique sur le marché mondial, que n'ont pu satisfaire les capacités de raffinage existantes. Parallèlement, le dollar américain s'est, de plus en plus, apprécié et la parité euro-dollar se situe actuellement aux alentours de 1,2 ce qui engendrerait une hausse de la facture pétrolière pour les pays non producteurs de pétrole.

Les prévisions de l'Organisation de la Coopération et du Développement Economique (OCDE)<sup>2</sup>, publiées fin mai 2005, font ressortir pour l'année 2005, des perspectives soutenues en Asie, revenues à la tendance aux Etats-Unis et modérées en Europe. Toutefois, ces prévisions dégagent un certain optimisme pour la zone Euro en 2006, où la croissance serait de 2% au lieu de 1,2% en 2005.

L'évolution du contexte international ne manquera pas d'influer sur les perspectives économiques nationales en 2005 et 2006.

---

<sup>2</sup> Selon les perspectives économiques n°77 de l'OCDE

## **2-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2005 ET 2006**

### **2.1- RAPPEL DE LA SITUATION ECONOMIQUE PREVISIBLE EN 2005**

Le budget économique prévisionnel 2005-2006, publié au mois de janvier par le Haut Commissariat au Plan, avait prévu une croissance économique nationale de 2,6% pour l'année 2005. Cependant, les principales hypothèses sous-tendant cette prévisions ont pris une tendance baissière, en l'occurrence, les productions céréalières de la campagne agricole 2004-2005, la parité euro-dollar et la demande mondiale adressée au Maroc, particulièrement celle de la zone Euro, notre principal partenaire.

Parallèlement, les cours du pétrole brut, prévus à 36 \$/baril en 2005, ont été révisés à la hausse selon les perspectives du Fonds Monétaire International, publiées au mois d'avril de cette année, lesquelles retiennent un cours de 46,5 \$/baril pour 2005. Ce niveau serait largement dépassé si l'on se réfère aux prévisions établies par l'OCDE vers la fin du mois de mai 2005, soit un cours aux environs de 49,6 \$/baril .

En tenant compte de tous ces éléments, en plus des informations infra-annuelles émanant du suivi conjoncturel des activités sectorielles de l'économie nationale, la croissance réelle du PIB serait de 1,2% en 2005. Ce taux revu à la baisse occulte, cependant, une consolidation des réalisations des secteurs non agricoles, dont la croissance serait, globalement, de 4,1% en 2005 et de 4,4% pour les seules activités non agricoles marchandes.

Parallèlement, la valeur ajoutée du secteur agricole serait en régression de 15,2% en 2005 et sa contribution à la formation du PIB en volume ne serait que de 12,8% au lieu de 15,3% du PIB en 2004.

Concernant la contribution des différentes composantes du PIB à la croissance économique de 2005, aussi bien en matière de demande finale nationale que de demande finale extérieure, elle serait caractérisée par un recul de la contribution de la consommation finale nationale, qui passerait de 4,1 points en 2004 à 0,7 point l'année en cours. Ceci serait dû, essentiellement, à la baisse de la consommation des ménages résidents suite aux résultats défavorables de la campagne agricole 2004-2005.

L'investissement brut, de son côté, contribuerait à hauteur de 1 point et demi environ à la croissance, alors que les échanges extérieurs de biens et services (y compris les voyages) enregistreraient une contribution négative de 0,7 point, en raison notamment de l'accentuation du déficit commercial.

## **2.2-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2006**

### **2.2.1-LES HYPOTHESES SOUS TENDANT LES PREVISIONS**

- **Les facteurs extérieurs :** Outre les perspectives économiques mondiales indiquées pour 2006, il est prévu une légère baisse du cours du pétrole sur le marché international. Celui-ci, se situerait à près de 48,8 \$/baril en 2006 contre 49,6 \$ en 2005 et serait accompagné par une appréciation du dollar par rapport à l'euro dont la parité se maintiendrait aux environs de 1,2.

Il est à souligner, également, l'hypothèse de la consolidation des performances de l'activité touristique en 2006 et le maintien du rythme de croissance des transferts des marocains résidents à l'étranger.

- **La campagne agricole 2005-2006 :** l'hypothèse retenue dans ce cadre porte sur la réalisation d'une production céréalière de 60 millions de quintaux durant la campagne agricole 2005-2006, confortée par des productions en progression au niveau des autres cultures ainsi que par l'éventuelle reprise de l'activité de la pêche.

- **Les finances publiques :** On suppose, dans un premier temps, que la politique budgétaire menée en 2005 est reconduite en 2006. Il s'agit, en fait, du maintien de la structure de la fiscalité en vigueur en 2005 et de la poursuite de la politique budgétaire déjà annoncée en matière de dépenses de fonctionnement, de compensation et d'investissement.

Il convient de préciser que les perspectives présentées ci-après seront modifiées après l'adoption de la Loi de Finances 2006 par le Parlement. Cette révision sera opérée dans le cadre de l'élaboration du budget économique prévisionnel 2006, qui sera publié avant la fin de l'année en cours, pour tenir compte des actions de politique économique qui seraient retenues dans cette Loi ainsi que des évolutions éventuelles que connaîtrait l'environnement économique national et international.

### **2.2.2-LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN 2006**

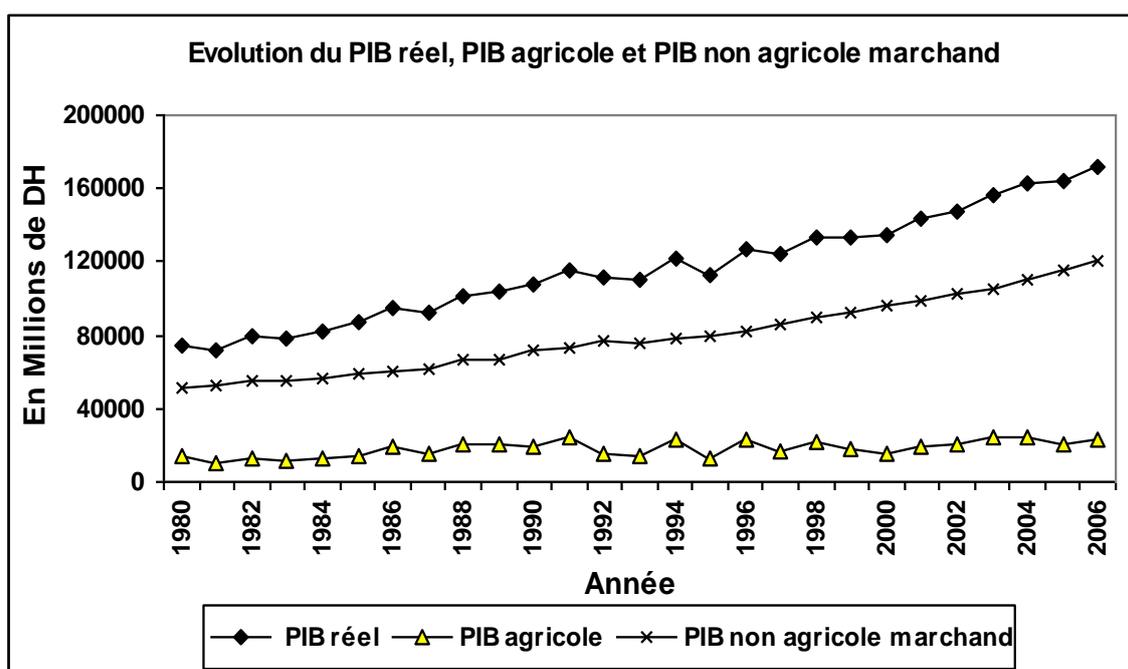
L'économie marocaine devrait évoluer en 2006 à un rythme de croissance relativement élevé, soit 4,4% en termes réels, au lieu de 1,2% prévu en 2005. Ce résultat serait attribué, en partie, à la réalisation d'une campagne agricole moyenne qui engendrerait une hausse du PIB agricole en volume de 10 % contre une baisse de 15,2% prévue pour l'année en cours. Sa contribution au PIB serait de 13,5% en 2006 au lieu de 12,8% en 2005.

Le secteur non agricole, composé des activités secondaires et des services, dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 3,6% en 2006 au lieu de 4,1% prévue pour 2005. En excluant la valeur ajoutée des services non marchands (administrations publiques), laquelle pourrait connaître une quasi stagnation en 2006, étant donnée la baisse des effectifs engendrée par l'opération des départs volontaires, le secteur non agricole marchand maintiendrait son rythme de croissance aux environs de 4,6% en 2006 au lieu de 4,4% en 2005, profitant de la performance aussi bien des activités secondaires que des services marchands.

Concernant le secteur secondaire (mines, énergie, industries et bâtiment et travaux publics), il enregistrerait une croissance de 4,3% en 2006 contre une moyenne de 3,7% durant la période 2002-2005. Ce résultat devrait profiter du dynamisme des différentes composantes du secteur, en l'occurrence le bâtiment et travaux publics et les industries manufacturières, non compris les industries textiles pour lesquelles le contexte international est défavorable et appelle à une restructuration du secteur.

Quant au secteur tertiaire, il réaliserait une croissance d'environ 3,2% en 2006. En se limitant aux services marchands, l'amélioration serait de 4,3% au lieu de 4% prévu en 2005, sous l'effet de la performance des activités du tourisme, des télécommunications, des transports, du commerce ainsi que des activités financières.

En terme nominal, le P.I.B enregistrerait une hausse de 6,0% en 2006 contre seulement 3% en 2005. Cette évolution dégagerait une inflation, mesurée par l'indice implicite du PIB, de 1,5% au lieu de 1,8% prévue en 2005.

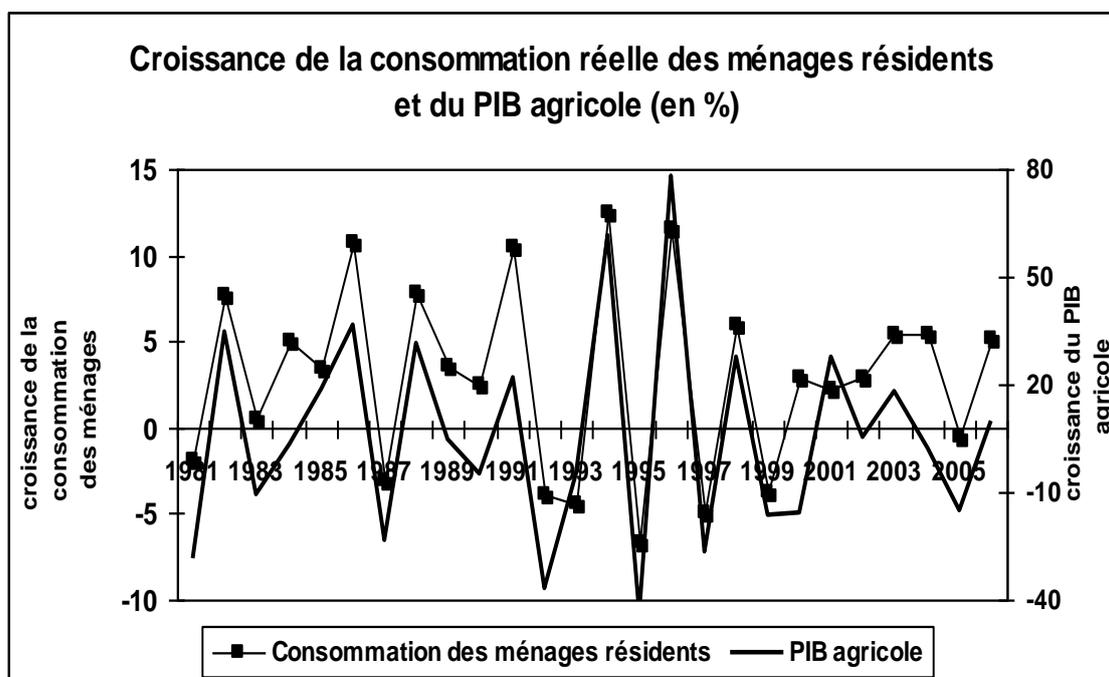


## 2.2.3- LES COMPOSANTES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

### 2.2.3.1- LA CONSOMMATION FINALE NATIONALE

La consommation finale nationale enregistrerait une augmentation nominale de 5,8% en 2006 au lieu de 3,5% en 2005. Cette situation serait due, principalement, à l'augmentation de la consommation finale des ménages résidents qui s'accroîtrait de 6,8% au lieu de 2% en 2005 du fait, notamment, de l'amélioration attendue de la production agricole (voir graphique ci-dessous) et de la consolidation des activités marchandes non agricoles. En termes réels, la consommation finale des ménages résidents s'accroîtrait de 5,1% après une baisse de 0,5% prévue pour 2005.

La consommation finale des administrations publiques, quant à elle, n'augmenterait que de 3% en valeur, suite au repli de la masse salariale induit par les départs volontaires. En volume, cette consommation s'accroîtrait de 2% en 2006 contre une moyenne de 5% pendant la période 2002-2005.



### **2.2.3.2- L'INVESTISSEMENT BRUT**

L'investissement brut, composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et de la variation des stocks, s'accroîtrait de 7,8% aux prix courants en 2006 au lieu de 9,1% prévu pour 2005. Le taux d'investissement serait, ainsi, de 27% au lieu de 26,5% en 2005.

En se limitant à la FBCF, celle-ci réaliserait une hausse de 8,4% en 2006 au lieu de 9,1% en 2005. En volume, la croissance de la FBCF serait de 7,5% contre 6,8% en 2005. Ce rythme de croissance serait conforté par l'ampleur des projets d'infrastructures économiques programmés ou en cours de réalisation (routes, ports, habitat social, etc.), par les actions de politique économique visant la promotion de l'investissement et par la baisse tendancielle des droits de douane sur les importations des biens d'équipement engendré par le démantèlement tarifaire arrêté dans le cadre de l'accord d'association entre le Maroc et l'Union européenne.

### **2.2.3.3- LE COMMERCE EXTERIEUR**

Les exportations de biens et services (y compris les recettes de voyages) connaîtraient une amélioration en valeur, enregistrant un taux de progression de 6,2% en 2006 au lieu de 5,3% en 2005. Ceci serait dû, particulièrement, à une éventuelle reprise des exportations de marchandises sous l'effet de la croissance économique de la zone euro et à la consolidation du rythme d'accroissement des dépenses des non résidents. En volume, les exportations de biens et services afficheraient une hausse de 5% en 2006, soit le double du taux de croissance attendu en 2005.

Les importations de biens et services (y compris les dépenses des touristes marocains à l'étranger) enregistreraient, aux prix courants, une augmentation de 7% en 2006 au lieu de 10,4% en 2005. Cette décélération s'explique par une

modération du rythme de croissance nominale des importations de marchandises, compte tenu de l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne, d'une légère baisse des cours du pétrole et d'un recul des prix à l'importation des produits en provenance de la zone Euro, suite à la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. Les échanges extérieurs du Maroc dégageraient, en conséquence, un déficit en ressources de l'ordre de 8,6% du PIB au lieu de 8,3% en 2005 et 6,2% en 2004.

#### **2.2.3.4-LA CONTRIBUTION DES COMPOSANTES DU PIB A LA CROISSANCE**

La hausse prévisible de la consommation finale réelle des ménages résidents en 2006 se traduirait par une amélioration de sa contribution à la croissance économique, qui serait de 3 points au lieu d'une contribution négative de 0,3 point prévue pour 2005. Ceci serait attribuable, comme il est souligné plus haut, à l'hypothèse d'une amélioration de la croissance des activités secondaires et tertiaires, conjuguée à celle d'une année agricole moyenne qui devrait générer une hausse de la consommation en produits agricoles.

Quant à la consommation des administrations publiques, sa contribution au PIB accuserait une légère baisse, en se situant à 0,5 point en 2006 au lieu d'un point prévu pour 2005. La FBCF maintiendrait sa contribution à 1,7 point, légèrement meilleure qu'en 2005. Pour ce qui est du commerce extérieur (biens et services), sa contribution nette à la croissance économique resterait négative de l'ordre de 0,6 point en 2006. Compte tenu de ce qui précède, la contribution de la demande finale nationale à la croissance du PIB, resterait, ainsi, déterminante.

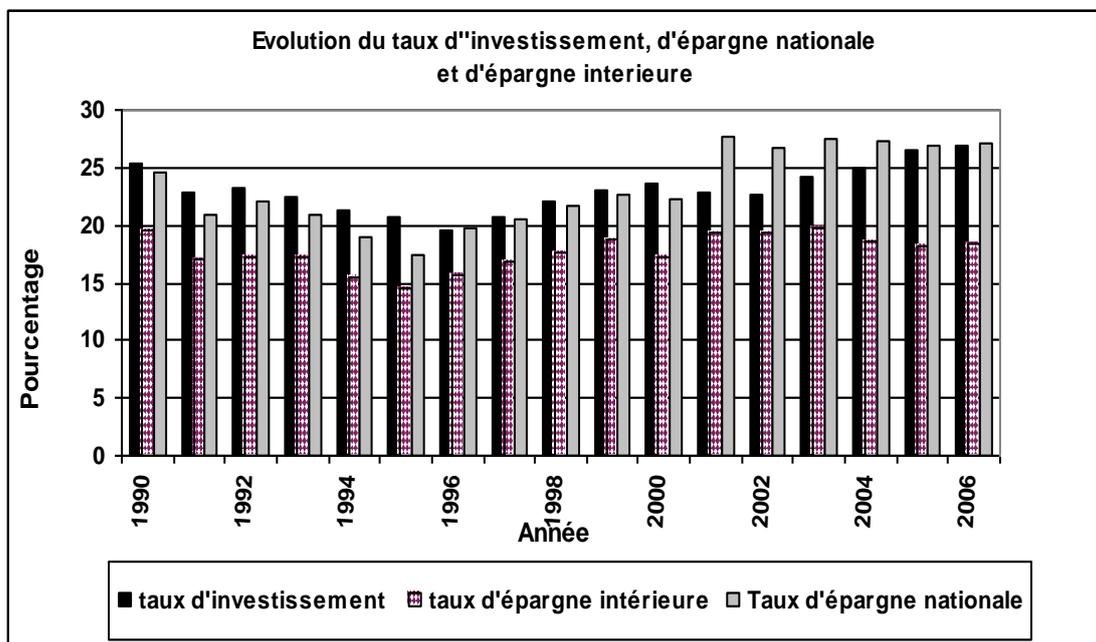
#### **2.2.4- LE REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE**

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une nette amélioration de l'ordre de 6% au lieu de 3,1% en 2005. En plus de la relance de l'activité économique interne en 2006, la progression du revenu national brut disponible serait confortée par le bon comportement des transferts privés, notamment ceux effectués par les résidents marocains à l'étranger qui maintiendraient leur tendance à la hausse et constitueraient, de ce fait, une source importante de financement pour l'économie nationale.

Cette situation serait, également, renforcée par la baisse des flux nets négatifs liés aux paiements des intérêts de la dette extérieure, conséquence de la gestion active de la dette publique.

#### **2.2.5-L'EPARGNE ET L'INVESTISSEMENT**

La hausse de la consommation finale nationale en valeur, prévue à 5,8% en 2006 engendrerait une épargne intérieure représentant 18,4% du PIB en 2006 au lieu de 18,2% en 2005. Ce niveau d'épargne intérieure serait insuffisant pour soutenir les perspectives en matière d'investissement dont le taux atteindrait 27% en 2006. Cependant, le renforcement des revenus nets en provenance du reste du monde permettrait de combler le déficit en ressources intérieures et de réaliser une épargne nationale de 27,2% du PIB en 2006. De ce fait, le compte épargne-investissement se traduirait par un excédent de financement qui représenterait près de 0,2% du PIB en 2006 au lieu de 0,4% en 2005 et 2,4% en 2004.



## **ANNEXES**

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### **Croissance économique Par pays et groupe de pays (en%)**

<b>Pays ou groupe de pays</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
<b>-Monde</b>	<b>4,0</b>	<b>5,1</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>
<b>-Les économies avancées</b>	<b>2,0</b>	<b>3,4</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>
-Etats-Unis	3,0	4,4	3,6	3,6
-Zone Euro	0,5	2,0	1,6	2,3
-Japon	1,4	2,6	0,8	1,9
<b>- pays en développement</b>	<b>6,4</b>	<b>7,2</b>	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>
- Asie	8,1	8,2	7,4	7,1
dont la chine	9,3	9,5	8,5	8,0
- Afrique	4,6	5,1	5,0	5,4
- Amérique latine	2,2	5,7	4,1	3,7

Source: World Economic Outlook avril -2005 (FMI)

### **Evolution des prix et du commerce mondial en volume ( en % )**

<b>Rubriques</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Prix à la consommation :				
- Economies avancées	1,8	2,0	2,0	1,9
- Pays en développement	6,0	5,7	5,5	4,6
Commerce mondial en volume	4,9	9,9	7,4	7,6
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)	28,9	37,8	46,5	43,7

Source: World Economic Outlook- avril 2005 (FMI)

## ECONOMIE NATIONALE

### **PRODUIT INTERIEUR BRUT** (Millions DH de 1980)

<b>Secteurs</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005*</b>	<b>2006*</b>
<b>Secteur Primaire</b>	24446	24911	21124	23237
<b>Variation en %</b>	18,0	1,9	-15,2	10,0
<b>Secteur non agricole</b>	131694	137856	143528	148671
<b>Variation en %</b>	3,5	4,7	4,1	3,6
<b>Secondaire</b>	45962	48230	50371	52537
<b>Variation en %</b>	2,6	4,9	4,4	4,3
<b>Tertiaire</b>	85732	89626	93156	96134
<b>Variation en %</b>	4,0	4,5	3,9	3,2
<b>Secteur non agricole marchand</b>	105282	110683	115567	120850
<b>Variation en %</b>	2,9	5,1	4,4	4,6
<b>PIB en volume</b>	156141	162766	164652	171908
<b>Variation en %</b>	5,5	4,2	1,2	4,4
<b>Variation du prix implicite du PIB</b>	-0,1	1,5	1,8	1,5
<b>PIB en valeur</b>	419485	443673	456891	484180
<b>Variation en %</b>	5,5	5,8	3,0	6,0

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**STRUCTURE DU PIB**  
( en % )

Secteurs	2003	2004	2005*	2006*
<b>Primaire</b>	15,7	15,3	12,8	13,5
<b>Secondaire</b>	29,4	29,6	30,6	30,5
<b>Tertiaire</b>	54,9	55,1	56,6	56,0

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**EQUILIBRE DU PIB**  
(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004	2005*	2006*
<b>PIB</b>	419485	443673	456891	484180
	5,5	5,8	3,0	6,0
<b>Consommation finale:</b>	335827	361002	373526	395117
	5,2	7,5	3,5	5,8
<b>-Ménages (résidents)</b>	247714	267952	273311	291896
	3,6	8,2	2,0	6,8
<b>-Administrations Publiques</b>	88113	93050	100215	103221
	10,2	5,6	7,7	3,0
<b>FBCF</b>	100498	109083	119010	129007
	10,3	8,5	9,1	8,4
<b>Variation des stocks</b>	584	2033	2252	1679
<b>Exportations (B&amp;S)</b>	117023	127328	134077	142389
	1,6	8,8	5,3	6,2
<b>Importations (B&amp;S)</b>	134447	155774	171974	184012
	4,8	15,9	10,4	7,0

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**EQUILIBRE DU PIB**  
(Croissance réelle en%)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005*</b>	<b>2006*</b>
<b>PIB</b>	5,5	4,2	1,2	4,4
<b>Consommation finale:</b>	4,6	4,6	0,9	4,2
<b>-Ménages (résidents)</b>	3,0	5,4	-0,5	5,1
<b>-Administrations Publiques</b>	6,7	4,4	4,5	2,0
<b>FBCF</b>	14,1	4,0	6,8	7,5
<b>Exportations B&amp;S</b>	2,6	1,2	2,5	5,0
<b>Importation B&amp;S</b>	7,9	3,7	4,4	6,0

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**CONTRIBUTION DES AGREGATS**  
**DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE**  
(En %)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005*</b>	<b>2006*</b>
<b>PIB</b>	<b>5,5</b>	<b>4,2</b>	<b>1,2</b>	<b>4,4</b>
<b>Consommation Finale</b>	<b>3,3</b>	<b>4,1</b>	<b>0,7</b>	<b>3,4</b>
<b>-Ménages Résidents</b>	1,8	3,2	-0,3	3,0
<b>-Administrations Publiques</b>	1,5	1,0	1,0	0,5
<b>FBCF</b>	<b>2,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>
<b>Variation des stocks</b>	1,2	0,1	-0,3	-0,2
<b>Commerce extérieur (B&amp;S)</b>	<b>-1,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,6</b>

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**CONSOMMATION FINALE NATIONALE**  
(Millions de dirhams courants)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005*</b>	<b>2006*</b>
<b>PIB</b>	419485	443673	456891	484180
<b>Revenu National Brut Disponible</b>	452147	481951	496755	526542
<b>Consommation finale nationale</b>	335827	361002	373526	395117
<b>Epargne intérieure en % du PIB</b>	19,9	18,6	18,2	18,4
<b>Epargne Nationale en % du RNBD</b>	25,7	25,1	24,8	25,0

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT**  
En % du PIB

<b>Rubriques</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005*</b>	<b>2006*</b>
<b>Investissement brut</b>	24,1	25,0	26,5	27,0
<b>Epargne intérieure</b>	19,9	18,6	18,2	18,4
<b>Revenus nets en provenance du reste du monde</b>	7,8	8,6	8,7	8,8
<b>Epargne nationale</b>	27,7	27,3	27,0	27,2
<b>Solde de financement</b>	3,6	2,2	0,4	0,2

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan